

Guichet unique des installations classées
pour la protection de l'environnement (ICPE)

Chambéry, le

6 AOÛT 2025

**Arrêté préfectoral n°ICPE-2025-051
portant prescriptions complémentaires
Arrêt de la surveillance de la qualité des eaux souterraines et eaux superficielles**

**Ancien site industriel Pechiney Electrométallurgie ("usine de Chailles")
Commune de Saint-Béron**

La préfète de la Savoie
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, et notamment son titre 1^{er} des parties réglementaires et législatives du livre V et plus particulièrement ses articles R. 181-45 et R.181-46 ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire datant du 5 décembre 1994 prescrivant à la société Pechiney Electrométallurgie, aujourd'hui représentée par la société « Pechiney Bâtiment », filiale de la société Rio Tinto, d'établir une surveillance annuelle de la qualité des eaux souterraines et eaux superficielles au droit de 7 piézomètres, d'un certain nombre de paramètres, sur la commune de Saint-Béron ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 juillet 2024 portant institution de servitudes d'utilité publique sur le territoire de la commune de Saint Béron ;

VU la demande d'arrêt de suivi de surveillance de la qualité des eaux souterraines et eaux superficielles pour le site de St Béron déposée par la société Pechiney Bâtiment en juin 2017 (rapport FRRIOSB002-R3V1 du 30/05/2017 par le bureau d'étude Ramboll pour le compte de la société Pechiney Bâtiment) ;

VU les compléments demandés par l'inspection le 20 janvier 2022 et fournis par « Pechiney Bâtiment » le 12 avril 2022 ;

VU le bilan analysé sur 8 années (2015-2023) de la qualité des eaux souterraines et eaux superficielles ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 21 juillet 2025 ;

VU le projet d'arrêté préfectoral adressé à l'exploitant par courrier du 25 juillet 2025 dans le cadre de la procédure contradictoire ;

VU les observations présentées par le demandeur sur le projet porté à sa connaissance par mail en date du 1^{er} août 2025 ;

CONSIDÉRANT que le dossier de demande d'arrêt de la surveillance de la qualité des eaux souterraines et eaux superficielles est conforme aux attentes de la méthodologie nationale de la gestion des sites et sols pollués (circulaire du 19 avril 2017) ;

CONSIDÉRANT que la période d'étude de la qualité des eaux souterraines et eaux superficielles, supérieure aux 4 ans minimaux requis d'un bilan quadriennal, est suffisamment représentative de la caractérisation de la qualité de ces eaux ;

CONSIDÉRANT que la majorité des paramètres ne présentent pas de dépassements vis-à-vis des valeurs de référence utilisées et que pour les paramètres présentant des dépassements, ces derniers restent globalement du même ordre de grandeur que les valeurs de référence, qui correspondent à des valeurs ayant pour usage une consommation humaine ;

CONSIDÉRANT que les faibles fluctuations des mesures réalisées par la société Pechiney Bâtiment, confirment que les valeurs suivent des trajectoires globalement stables et restent dans le même ordre de grandeur au cours des années.

CONSIDÉRANT que la poursuite de la surveillance des eaux souterraines et eaux superficielles au droit de l'ancien site industriel Pechiney Electrométallurgie ("usine de Chailles") à Saint-Béron, présente un intérêt désormais limité ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de maintenir et mettre en sécurité les 7 piézomètres existants en cas de futures interventions sur le site ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de prévoir la possibilité à l'inspection de remettre en place une surveillance des eaux souterraines si la situation le requiert, notamment en cas de désordres constatés ;

SUR proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture de la Savoie ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er}: Arrêt de la surveillance des eaux souterraines et superficielles

L'article 4.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 5 décembre 1994 est abrogé.

ARTICLE 2 : Conservation des piézomètres existants

Il est prescrit le maintien et la mise en sécurité les 7 piézomètres existants en cas de futures interventions sur le site.

ARTICLE 3 : Possibilité de remettre en place une surveillance de la qualité des eaux souterraines et eaux superficielles

En cas de désordres qui pourraient intervenir sur le site et si la situation le requiert, l'inspection des installations classées peut demander la remise en place d'une surveillance de la qualité des eaux souterraines et superficielles.

ARTICLE 4 : Surveillance des ouvrages de protection contre les crues et de la stabilité des terrains

L'exploitant met en place une surveillance de la stabilité de la décharge et ses crassiers ainsi que des ouvrages de protection contre les crues, en particulier les enrochements qui bordent le Guiers.

La fréquence de cette surveillance sera définie par l'exploitant et devra intervenir au moins après chaque crue décennale.

En cas de défaut constaté qu'il s'agisse de la stabilité des crassiers ou sur les ouvrages de protection contre les crues, l'exploitant prendra toutes les dispositions afin de limiter les risques de déversement de déchets dans le Guiers.

ARTICLE 5 : Notification et publicité

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant.

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 et R.181-45 du code de l'environnement, Un extrait du présent arrêté sera affiché en mairie de Saint-Béron pendant une durée minimum d'un mois. Le maire de Saint-Béron fera connaître par procès-verbal adressé à la préfecture de la Savoie, l'accomplissement de cette formalité.

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie et mise à la disposition de toute personne intéressée.

Cet arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Savoie pendant une durée minimum de 4 mois.

ARTICLE 6 : Délais et voie de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il ne peut qu'être déféré au Tribunal Administratif de GRENOBLE, juridiction administrative territorialement compétente par :

1° les tiers intéressés, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'établissement présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

2° les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

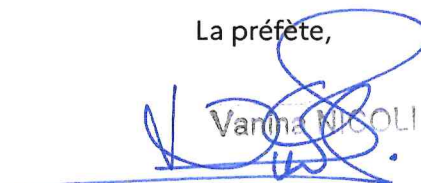
La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L.213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Grenoble.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr

ARTICLE 7 : Exécution

Madame la secrétaire générale de la préfecture de la Savoie et monsieur le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne Rhône-Alpes, chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est adressée à monsieur le maire de Saint-Béron.

La préfète,



Valérie NICOLI